

INTERVIEW DE M. ETIENNE HIRSCH - 17 Novembre 1983

- Q. Nous nous demandions d'où venaient cette force morale, ce calme impressionnant dont même Monnet fait état, et qui, apparemment, accompagnaient la réputation du Commandant Bernard...
- R. Ca, c'est très simple ! Mon pouls bat la seconde, c'est une sorte de calme.
- Q. Si on vous demandait quelle est votre hérédité intellectuelle, votre formation, comment vous avez conçu la notion, même pas d'Europe, mais d'enracinement dans votre enfance : c'est très important. Vous avez parlé la dernière fois de votre jeunesse militante, pleine d'espoir, lorsque vous étiez étudiant. Votre milieu familial, vos origines ont-ils joué un rôle dans cette ouverture, finalement à un concept européen ?
- R. Mon père était d'origine rhénane. Il est né près d'Aix-la-Chapelle et il s'est installé en France très jeune. Il s'est marié à trente-neuf ans seulement, donc en France, et ma mère était d'une famille d'origine tchèque. Elle est née à Paris, mais ses parents étaient d'origine tchèque. Mon grand-père était le fils d'une veuve. La veuve était postière dans un petit village en Tchécoslovaquie. Voilà mon origine, cela explique que je sois ouvert aux questions européennes. Mais je dois dire que les questions européennes ne me préoccupaient absolument pas dans mon enfance et dans ma jeunesse. J'avais treize ans lors de la déclaration de la guerre, et pendant la guerre c'était une époque de chauvinisme exacerbé auquel je n'ai pas songé un instant à résister. Tous les professeurs étaient évidemment pour la Victoire, j'étais pour la Victoire. Il y a eu une chose qui

m'a touché, que je n'oublierai jamais : au moment où il y a eu la sonnerie annonçant l'Armistice, j'étais en classe d'allemand au Lycée Saint-Louis, et notre professeur a éclaté en larmes parce que son fils venait d'être tué. Ce sont des repères qui marquent.

Alors, au point de vue formation, je vous ai raconté mon horreur pour tout ce qui est raison d'Etat, et je vous ai raconté l'histoire du meunier Sans-Souci

Q. Et cela a-t-il influencé votre vision de l'Allemagne ?

R. Pas de l'Allemagne, du droit. La question du droit, et de la résistance qu'un individu peut opposer aux forces de l'Etat.

Q. Autre élément aussi, les contacts que vous avez eus durant des vacances, de jeunes Allemands ou d'autres étrangers ...

R. Oui, c'est une autre histoire. En 1913, j'ai été envoyé dans une famille allemande, au bord de la Baltique, pour passer un mois. J'avais traversé d'ailleurs Berlin. C'était à l'époque où l'on célébrait le centenaire de la bataille de Leipzig, de sorte que moi, Français, j'étais dans l'état que vous pouvez imaginer, petit Français voyant des Allemands célébrer l'anniversaire d'une "défaite". J'ai eu une dispute avec les deux garçons sur Charlemagne. Moi je prétendais qu'il était français, et ils prétendaient qu'il était allemand. Nous nous sommes battus, et ce n'est que bien des années après que j'ai appris qu'il était belge.

Q. Et ça signifie aussi que votre famille avait un côté cosmopolite. Il n'était pas courant d'envoyer un petit Français passer quelque temps sur la Baltique, il y avait là ...

R. Oh si, avant la guerre, si, si ! J'ai eu une institutrice anglaise. Mes parents considéraient qu'il fallait apprendre des langues étrangères.

Q. Ca me semble important. Vous parliez donc allemand et anglais ...

R. Je parlais couramment l'anglais - et je le parle toujours -, l'allemand beaucoup moins, parce que je n'ai pas pratiqué, mais ...

- Q. Vous vous êtes remis à l'allemand à Bruxelles ? ou vous avez ré-appris
- R. Je n'ai pas ré-appris, mais enfin j'ai profité de toutes les occasions pour "refourbir" mon allemand. J'avais appris l'anglais à la maison et l'allemand en classe. C'est-à-dire qu'on n'apprend pas en classe. Vous savez comment c'est : on rabâchait en 4ème un acte de "Die Jungfrau von Orléans". Ce n'est pas ainsi qu'on apprenait l'allemand, et ce mois passé dans une famille allemande m'a certainement été beaucoup plus utile que les sept ans d'allemand faits au lycée.
- Q. Cependant, vous pouviez parler avec des Allemands à Euratom.
- R. Je pouvais les comprendre, je pouvais m'exprimer un peu, avec beaucoup de mal. J'ai participé à une émission de télévision à Hambourg, en allemand, sur le Plan d'ailleurs; mais c'est grâce à la pipe que j'ai pu le faire, parce que quand je cherchais un mot, je tirais sur la pipe, et je demandais au voisin ...
- Q. Et comment s'est décidée votre carrière ?
- R. J'étais passionné par la chimie, et quand j'étais gosse, à partir de l'époque où on fait de la chimie, c'est-à-dire en seconde, je me suis mis à faire de la chimie dans la cuisine de la maison - comme je vous l'ai dit - et ensuite dans un atelier abandonné, avec un ou deux amis; de sorte qu'en faisant des expériences de chimie, on a failli se faire sauter en essayant de faire un explosif. J'avais donc très envie de faire de la chimie, j'avais envie de faire de la recherche et j'ai commencé ma carrière d'ailleurs comme chercheur dans l'industrie chimique.
- Q. Au cours de vos études, est-ce qu'il y a déjà eu des contacts avec les milieux politiques ?
- R. Je n'ai pas eu de contact avec les milieux politiques du tout, du tout. Si vous voulez, ma première approche avec la politique ça a été avec le groupe des étudiants socialistes, comme je vous l'ai déjà dit.
- Q. Apparemment, ça n'a pas retenu votre attention très longtemps ?

R. Si, si, ça l'a retenu en ce sens que j'ai participé à des débats, il y avait des personnages importants. Le secrétaire général était Déat; il y avait aussi Bonnier, le fils du botaniste auteur de la célèbre flore. Il était revenu capitaine de la guerre : c'était impressionnant; Déat aussi était revenu capitaine d'infanterie. Moi, je n'avais pas fait la guerre, de sorte que j'étais très impressionné par ces personnages. Léo Lagrange en faisait partie aussi; il y avait Jean Prévost, André Philip ... C'étaient des gens de valeur. Et on faisait des exposés à tour de rôle. Moi j'ai fait un exposé sur "Réformisme et Révolution".

Q. Vous aviez le choix ?

R. J'avais fait un choix, oui. Je démontrais d'ailleurs que les gens qui se présentaient comme révolutionnaires étaient en réalité des réformistes.

Q. Au moment de l'initiative Briand, vous étiez encore en études ou déjà dans la vie active ?

R. J'étais déjà dans la vie active, à partir de 1924. J'étais contre la politique de Poincaré et pour la politique de Briand. De la façon la plus nette. A la suite du groupe des Etudiants Socialistes, j'ai assisté à de nombreuses réunions socialistes, j'ai fait ainsi la connaissance de Léon Blum dans ces réunions. C'était d'ailleurs assez impressionnant parce qu'il y avait des débats qui n'en finissaient plus, et puis quand Léon Blum arrivait, il faisait la synthèse, il montrait que tout le monde avait raison, et tout le monde avait tort et que la vérité était que Il avait une autorité personnelle extraordinaire, bien avant d'être dans le gouvernement.

J'ai assisté à une réunion du grand militant belge Vandervelde où il y a eu d'ailleurs beaucoup de mouvement; il y avait là des flics français avec leur manteau chargé de plomb, qui tapaient sur les gens. J'ai rencontré Vandervelde. Mais enfin je n'ai pas milité du tout pendant cette période-là, car je me suis intéressé aux problèmes ouvriers; j'ai fait la connaissance de Hyacinthe Dubreuil qui était à la CGT, qui avait une attitude très particulière sur les problèmes du travail, et avec lequel j'ai sympathisé; de sorte que j'ai fait une conférence à la CGT à l'époque sur

les problèmes du salaire ouvrier. Enfin, moi, je ne m'occupais pas de politique autrement qu'en mettant mon bulletin dans l'urne.

Q. Vous n'avez pas milité dans des organisations européennes, à l'époque ?

R. Non, d'ailleurs il n'y avait pas grand chose comme organisations européennes, à ma connaissance. En tout cas, je n'ai eu aucun contact avec une organisation européenne quelconque. Je connaissais l'existence de Louise Weiss, et de l'Europe Nouvelle, mais je n'étais pas particulièrement attiré par cela. Je la connaissais un peu parce que j'étais contemporain d'une de ses soeurs qui avait fait des études de médecine, que j'avais rencontrée.

Q. Et dans le cadre de votre activité professionnelle, aviez-vous des contacts avec des étrangers ?

R. Ah oui, ça, j'ai eu beaucoup de contacts avec des étrangers, énormément avec les Allemands. En tant que client et en tant que concurrent. J'ai participé en particulier aux accords concernant l'azote ...

Q. Qu'est-ce qui était en cause dans ces accords sur l'azote ?

R. Ah bien, on a constitué un cartel. Un véritable cartel d'ailleurs, extrêmement structuré, où les Allemands étaient d'ailleurs les plus puissants, et mon rôle a été d'ailleurs très important car j'avais l'entière confiance de notre président, de sorte que c'est moi qui menais des négociations. Celui qui présidait la réunion, c'était M. Schmidt de l'IG Farben

Q. Pouvez-vous situer la date de cette négociation ?

R. Ça a commencé en 1931. Parce qu'il y a eu momentanément une surproduction massive .. Tout le monde s'était mis à construire des usines de fabrication d'azote. Ces usines ont produit plus que ce qu'on en attendait, de sorte que tout d'un coup on ne savait plus quoi en faire. Il y avait aussi les nitrates du Chili qui essayaient de survivre dans des

conditions d'ailleurs difficiles et qui ont été rachetés par les Américains. Nous avons donc eu notre première réunion de cartel en 1931.

Q. Qui en avait pris l'initiative ?

R. Les Allemands, qui étaient les principaux producteurs. C'est eux qui étaient à l'origine de la synthèse de l'ammoniaque; et ils avaient une grande avance sur les autres. Ils étaient associés d'ailleurs à une Société norvégienne qui produisait par une autre méthode et qui était une société où il y avait de grands intérêts français. Nous avons eu notre première réunion en Hollande en 1931. Il s'agissait de régulariser le marché, de maintenir les prix à un niveau qui n'était pas déraisonnable; les prix se seraient effondrés autrement et tout le monde aurait perdu de l'argent.

Q. Donc ce n'était pas nécessairement mauvais dans cette conjoncture ?

R. Non, sinon il y aurait eu une ruée de gens, et ceux qui auraient pu se maintenir en position de force auraient majoré les prix à leur volonté, de sorte que ça a été un instrument de régularisation d'un marché extraordinairement vulnérable et instable.

Q. A quoi attribuez-vous le succès des négociations, parce qu'aussi bien la position de force des Allemands aurait pu leur permettre de dominer le marché et de laisser s'effondrer les prix ?

R. Parce qu'ils n'avaient pas envie de passer par un conflit. Etant donné qu'ils étaient les principaux producteurs, c'est eux qui auraient perdu le plus d'argent.

J'ai eu une période très amusante: donc il y avait un cartel où figurait la Société qui produisait de l'azote en France et en Belgique. En France nous étions plus ou moins bien placés, mais en Belgique nous étions très bien situés avec un accès direct à la mer: on exportait aux Etats-Unis. Et on a fixé les quotas après visite des usines, pour déterminer les capacités de production. J'ai participé d'ailleurs à ces visites, j'ai été en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Angleterre, en Norvège, pour déterminer les capacités de production qui formaient la base des quotas. Et puis ensuite il y

avait un système qui permettait de racheter des contingents - enfin c'était essentiellement les Allemands qui faisaient ça - en payant des pfennigs, tant de pfennigs par kilo d'azote. Alors nous-mêmes, nous produisions à plein et nous avons racheté des contingents. Nous étions les seuls à le faire, avec les Allemands. Et l'accord a été conclu pour deux ans et il a été entendu que, au bout de deux ans, on se reverrait et qu'en attendant on n'avait pas le droit de vendre avant le renouvellement de l'accord. Nous étions alors décidés à obtenir des contingents nous permettant de marcher à plein, avec des discussions aussi aigües que vous pouvez l'imaginer; comme j'étais convaincu que ça échouerait, nous avons prévenu le service commercial en lui disant qu'au "top" il nous faudrait vendre toute notre production de la prochaine année. C'est ce qui s'est passé: l'accord n'a pas été renouvelé. On a vendu en réalité deux fois plus nous avons racheté à un prix très bas ce qui nous manquait pour servir nos clients, et l'année suivante, l'accord s'est refait à nos conditions. Voilà !

Q. C'était un peu "forban", non ?

R. C'est le jeu! Regardez ce qui se passe avec les sidérurgistes. Il y a des quotas qui sont imposés, des prix imposés aussi et une quantité de gens ne respectent ni l'un ni l'autre. Tandis que nous, nous avons suivi exactement les règles: on n'a vendu qu'à la minute qui a suivi la rupture de non-renouvellement du cartel. C'était parfaitement public. Tout le monde savait de quoi il s'agissait.

Q. Quand la guerre survient, vous n'êtes pas surpris ?

R. J'avais eu des contacts avec tout le monde, dans le cadre de nos accords d'azote. J'avais fait un voyage aux Etats-Unis, j'avais visité des quantités d'usines où j'avais conclu l'achat de procédés américains que nous avons montés en France. On discute actuellement du plomb tetraéthyl, du plomb dans l'essence.... C'est moi qui ai fait monter par ma Société la fabrication du plomb tetraéthyl à Paimboeuf.

Q. Vous aviez des amis à l'étranger ?

R. Oui, quelques amis, mais surtout des relations d'affaires. Alors donc si vous voulez, on arrive à la guerre. J'étais en affectation spéciale, étais

donné que ma Société était un des principaux fournisseurs du Service des poudres français. Et nous avions des documents qui indiquaient ce qu'il fallait livrer lors du déclenchement des opérations, avec des quantités, des destinataires, l'échelonnement dans le temps etc ... Quand il y a eu l'accord germano-russe, j'étais en vacances dans le Midi. Je me suis dit : "La guerre va éclater", je suis rentré sans attendre et j'ai pris ces documents de mobilisation. Ce n'était pas mon service, mais mon collègue qui s'occupait de ça n'était pas rentré. Je suis ^{allé} au Service des poudres, pour vérifier chaque document. J'ai constaté d'ailleurs que leurs dossiers n'étaient absolument pas en ordre. Il y avait des choses qui étaient raturées, au crayon et sans qu'ils aient informé les destinataires des changements; c'était ahurissant de voir ça au moment de la mobilisation. Et je me rappelle que nous avons fait notre première livraison de chlore liquide en wagons-citernes, à une usine de Calais. Nous avons reçu un télégramme de cette usine disant : "Nous ne sommes pas raccordés aux chemins de fer. Ne pouvons rien faire de votre citerne". Voilà comment a été préparée la mobilisation ! C'était vraiment stupéfiant. C'était la situation du Service des poudres. Après ça, j'ai rencontré un ami qui était au Cabinet du Ministère de l'Armement; je le lui ai raconté et il m'a dit ; "Mais écoutez, le Service des poudres était un service admirablement organisé à côté du Service de l'armement !". Avant, il y avait eu Munich. Je considérais que Munich était véritablement le signal de la fin, j'en étais absolument convaincu, et le lendemain de l'accord, j'avais reçu l'ingénieur en chef d'un de nos fournisseurs allemands, qui a pleuré dans mon bureau, en me disant : "Après ça, plus rien ne retiendra Hitler".

Dans la Société créée pour le plomb tetra-éthyl, - les Américains y étaient à 50% - leur représentant, qui était le président - moi j'étais administrateur délégué - était le Colonel Déno, ancien commandant en Europe de l'escadrille Lafayette, cette escadrille de volontaires américains qui étaient venus bien avant l'entrée de l'Amérique dans la guerre. Donc, à ce titre-là, il avait des amis américains, sa femme était américaine c'était l'homme de confiance des Américains et il était camarade de promotion du Général Buiba qui à l'époque était le Chef d'Etat-major de l'armée de l'air. Après Munich, il m'a dit : "Mais c'est bien simple: Buiba m'a dit 'Nous avions 643 avions en l'état de vol alors que les Allemands en avaient 3000' ".

Q. Ce sont les SS 20 et les Pershings ... c'est la proportion.

R. C'était extraordinaire, et inouï. J'ai d'ailleurs rencontré Pierre Cot en 1940, quand il est passé à Londres. De Gaulle n'a pas voulu qu'il reste avec lui parce que Pierre Cot était étiqueté d'une façon telle qu'au point de vue politique il considérait que ce serait pour lui un handicap. Moi je ne le connaissais pas: je l'ai rencontré dans les couloirs et j'ai voulu avoir un entretien avec lui; je l'ai invité à déjeuner avant qu'il ne parte pour les Etats-Unis et je lui ai dit : "Mais enfin, c'est vous qui êtes responsable de la défaite, vous qui étiez Ministre de l'Air". Et alors il m'a dit : "Mais ce n'est pas de ma faute, je n'ai pas obtenu les crédits qu'il fallait". Je lui ai dit : "Il fallait donner votre démission - "Mais ça ne se fait pas, ... ça ne se fait pas".

Pendant la guerre encore j'ai été appelé par le Service des poudres d'urgence, pour essayer de dépanner une usine qu'ils avaient montée dans la région du Sud-Ouest pour fabriquer de l'acide nitrique concentré. Il avait acheté un procédé allemand, nouveau, qui n'avait pas été expérimenté et c'étaient les Allemands qui devaient nous mettre ça en marche, de sorte que personne ne savait quoi faire. Alors voilà la situation devant laquelle il se trouvait en 1939.

J'en arrive maintenant à la partie cruciale : la percée de Sedan. Un oncle de ma femme était secrétaire général du Ministère des Travaux publics. Il m'a appelé et il m'a dit: "Je sais qu'il y a eu une percée.... Les Allemands peuvent venir d'un jour à l'autre à Paris. Prenez vos dispositions aussi bien votre Société que votre famille". Alors j'ai prévenu le président qui a contacté le Service des poudres; à la Direction des poudres on ne savait rien du tout. Il a demandé des instructions, on lui a dit : "Mais non, nous ne savons rien, il n'y a pas lieu de bouger". Ils ne savaient pas que les Allemands étaient en route sur Paris. Enfin, on a pris des dispositions, on s'est organisés, on est parti pour installer l'Etat-major à proximité de cette usine de Paimboeuf dont j'ai parlé, de façon à pouvoir, autant que possible, continuer à faire marcher les usines qui ne seraient pas occupées. En fait, on ne pouvait rien faire, on ne pouvait communiquer avec personne, de sorte que pendant quelques jours, j'étais là, simplement, à écouter les nouvelles. C'est comme ça que j'ai entendu le discours de Pétain.

Une fois arrivé en Angleterre, comme je vous l'ai raconté, j'ai réussi à rencontrer le général de Gaulle.

Q. Vous a-t-il donné une mission tout de suite ?

R. Non, non. Vous ne pouvez pas imaginer la pagaille ! Finalement, des gens sont arrivés de tous les côtés : un de mes amis a fait une petite caricature où il y avait une levrette minuscule avec pour légende : "Dans mon pays j'étais un lévrier ! ". Et les gens arrivaient en disant : "Moi..". Il y a eu des histoires sans nombre de gens qui prétendaient avoir des grades qu'ils n'avaient pas; quand on a vérifié dans les anciens journaux officiels, on les a mis en prison. Il y a eu de tout.

J'ai rencontré quelqu'un que je connaissais, qu'on avait mis pour tenir les comptes : c'était un assureur, docteur en médecine, docteur en mathématiques et docteur en philosophie, et c'est lui qui tenait les comptes. Un jour il est venu me trouver en me disant : "Ecoutez, je n'arrive pas à faire mes additions avec ces £, ces shillings et ces pence. J'arrive à un nombre exact, c'est tout à fait contraire à toute probabilité, j'ai dû me tromper." Il m'a donné ses feuillets. Effectivement, dans chaque page il y avait des erreurs. Il ne se compensait pas ; alors il s'est dit qu'il avait dû se tromper. On mettait les gens à toutes les sauces. Moi, on m'a mis à la sauce de l'armement. J'étais sous les ordres d'un brave type qui se trouvait en Angleterre parce qu'il était en mission : ce capitaine

du Service de l'armement m'a été très utile parce qu'il m'a appris comment on rédigeait en style administratif, ce dont je n'avais pas la moindre notion. Mais à part ça, c'est moi qui ai fait le boulot; il s'agissait d'obtenir des armements pour nos unités qui sont devenues plus importantes le jour où les territoires africains se sont rattachés et où j'ai eu la responsabilité, en même temps, de les ravitailler. Nous avons fini par obtenir le prêt-bail pour nos fournitures, sans quoi on n'aurait jamais rien pu avoir et j'avais un correspondant à Washington qui s'occupait de régler les affaires de prêt-bail, de faire des achats aux Etats-Unis de ce qu'on ne pouvait pas obtenir par ailleurs; enfin, on a monté un service, tout petit mais énorme dans ses attributions, et dont j'avais la responsabilité totale. J'avais un compte bancaire sur lequel je payais tous ces achats-là jusqu'au jour où Pierre Denis - un ancien collaborateur de Jean Monnet, un homme merveilleux avec qui il n'y avait pas d'histoires - a été remplacé par Diethelm qui était un ancien inspecteur des finances. Voyant ça, Diethelm a dit : "Ah, mais ça ne va pas du tout, il faut qu'il y ait une Commission des marchés, et il faut qu'il y ait un ordonnateur et un payeur; sans ça, c'est contraire à toutes les règles". Alors je lui ai dit : "Ecoutez, je veux bien tout ce que vous voudrez, à condition que le président de la Commission ce soit moi, l'ordonnateur ce soit moi, le payeur ce soit moi. Parce que nous ne sommes pas chez nous et si nous ne payons pas cash nous n'aurons plus aucun crédit, nous ne pourrons plus rien acheter. Je vous remettrai tous les mois les comptes, et s'il y a quelque chose qui n'est pas en ordre, vous me ferez fusiller". Ça a marché comme ça, j'ai remis les comptes tous les mois, je n'ai pas été fusillé, et je pense que personne n'a jamais regardé les comptes.

Ceci jusqu'au jour où de Gaulle ayant finalement été admis en Afrique du Nord, je suis parti quelques mois après, en juillet 1943 : en partant, Pierre Denis m'a dit : "Il faut que vous voyiez, en arrivant, Jean Monnet", et il m'a expliqué dans les grandes lignes qui était Jean Monnet dont je n'avais jamais entendu parler.

Par conséquent je vais immédiatement, dès que je débarque, chez Jean Monnet. Je trouve un petit bonhomme dans un bureau admirablement situé au-dessus de la Baie d'Alger; je ne sais pas si vous connaissez la Baie d'Alger, c'est merveilleux, un site vraiment magnifique, du Lycée Fromentier il y avait une terrasse; Monnet aimant bien être dans des endroits pittoresques, ça lui convenait parfaitement. Je suis donc reçu par ce petit

bonhomme, qui n'avait l'air de rien du tout, et je lui dis que c'était Pierre Denis qui m'envoyait. Il m'a demandé ce que j'avais fait et puis nous nous sommes mis à parler de gens que nous connaissions. On a parlé de Menthon, d'un certain nombre de personnages, et nous échangeons des appréciations. C'était ça la conversation. A la suite de quoi Monnet m'a dit : "Vous, vous travaillez avec moi, j'en fais mon affaire avec de Gaulle". C'est comme ça que j'ai fait équipe avec Monnet.

Q. Qui était responsable de quoi, exactement, à cette époque ?

R. Il était responsable des armements. J'étais responsable des armements à Londres, lui, à Alger, ce qui était autrement important puisqu'à ce moment-là on a monté des grandes unités et on a équipé l'armée Giraud et tous les Français libres, les gens qu'on avait mobilisés, les indigènes, les harkis qui ont pris part à la campagne d'Italie d'abord, à la campagne de France ensuite. Moi, j'avais armé en fait Leclerc, en Afrique.

Q. Pourquoi aviez-vous un pseudonyme ? Pourquoi vous appeliez-vous Commandant Bernard ?

R. Parce que ma famille était en France, et comme beaucoup de choses se racontaient, ça valait mieux. On n'a pas fait le rapprochement. Jamais ma famille n'a su. D'ailleurs la plupart des gens avaient pris des pseudonymes.

Q. Et pourquoi "Bernard" ?

R. Parce que la station de métro de chez moi - "Passy" - était prise. L'autre, c'était "La Muette"; je ne pouvais quand même pas prendre "La Muette". Alors j'ai pris "Bernard" parce que "Bernard" était mon second prénom et également celui d'un de mes fils : j'ai trouvé que c'était commode. J'ai retrouvé par hasard, il y a deux jours, dans un périodique anglais, une communication que j'avais faite. Alors j'ai cherché sous le nom de Hirsch, bien entendu, ça ne s'y trouvait pas et ça se trouvait sous le nom de "Bernard" : c'est comme ça que j'ai retrouvé une communication faite en 1942 en Angleterre.

Voilà mon démarrage avec Monnet.

- Q. Vous dites que vous ne connaissiez pas Monnet. Monnet, dans ses Mémoires, dit qu'il vous connaissait, en tout cas qu'il connaissait la réputation du Commandant Bernard.
- R. Il ignorait mon existence avant ça. Il n'a pu me connaître que parce que je lui ai raconté.
- Q. Quand vous intervenez dans ses Mémoires, vous êtes cité comme : "l'homme empreint de calme, capable de débrouiller une situation ..."
- R. Oui, mais ça, c'est l'expérience du vécu que nous avons eu ensemble. Il a compris que j'avais une expérience industrielle, que j'avais une expérience de la vie des hommes, des étrangers ...
- Q. Parlait-on, lors de votre séjour à Londres, à Alger, dans les milieux du gouvernement en exil et parmi les Français, de l'Europe qui naîtrait après la guerre ?
- R. A Londres, nous avons eu dans la mesure où on avait un peu de loisirs, et entre des "blitz", des réunions où on reconstruisait le monde. Avec la participation de quantités de gens, de Max Hymans qui était venu là, de Félix Gouin ... Félix Gouin a présidé alors une série de réunions où l'on s'occupait de ce que serait la France de demain. On a fait des projets de constitution, des projets sur la politique sociale. Mais cela n'est pas allé très loin. Ils ont dû continuer après mon départ, en juillet 1943.
- Q. Vous vous souvenez du nom de quelques interlocuteurs étrangers que vous aviez alors ? Marcé Henri Jaspard, Masaryk ?
- R. Je ne me rappelle pas ces noms-là ...
- Q. Plowden ? Vous ne l'avez pas connu à l'époque ?
- R. Non, pas du tout.
- Q. Etait-ce un cercle marqué politiquement ?

R. Absolument pas. Il y avait des gens.. il y avait Fernand Grenier qui était communiste; il y avait Félix Gouin qui était socialiste, Hyman qui était socialiste, et des gens qui étaient sans aucune affiliation politique, ce qui était mon cas d'ailleurs. Je votais socialiste, mais je n'étais pas membre du parti.

Q. Vous étiez affecté alors dans les services de Monnet ?

R. J'étais affecté sans aucune dénomination particulière.

Q. Vous aviez un contact quotidien ?

R. Oui, un contact plus que quotidien. Un jour, j'étais encore au lit. il m'envoie son chauffeur en me disant de venir dare-dare le retrouver. Nous habitions dans la même rue. Alors j'arrive chez lui. Il y a une espèce d'orang-outan à poil qui m'ouvre : c'était Henri Bonnet. Après j'aperçois Monnet qui était nu sous un kimono. Et puis, le troisième que je vois était en tenue de ville avec cravate et col cassé : c'était Massigli. Ils habitaient tous les trois au même endroit et il venaient de recevoir un document de de Gaulle qu'on devait discuter à la prochaine réunion du Comité de la Libération, et c'était un document où il était dit en gros, que les décisions seraient prises par le Président du Comité de Libération National. J'étais l'homme de la rue dont on voulait avoir l'avis.

Q. Et qu'en pensiez-vous ?

R. Ca ne me paraissait pas idéalement conforme aux idées que je me faisais de la démocratie .

Q. Vous avez connu Giraud alors ?

R. Je n'ai fait que l'apercevoir.

Q. A ce moment-là on a commencé à parler, peut-être aussi, de la reconstruction de la France et de l'Europe ?

R. En ce qui concerne la France, notre préoccupation, ce n'était pas la reconstruction, c'était de donner à manger aux gens, permettre à la France

de vivre. C'était le dépannage. C'était ça la responsabilité que j'avais chez Monnet, lui s'occupait des armements, il suivait ça bien entendu, mais enfin c'était ma responsabilité principale: comment obtenir des fournitures étant donné ce qu'on prévoyait comme difficultés, de sorte que nous n'avez pratiquement pas parlé de la France proprement dite.

Je suis arrivé un jour, il était en train de crayonner à grands coups sur la carte de l'Europe et ça recouvrait les bassins miniers de la Ruhr, de la Lorraine, de la Belgique et de la Hollande. Et alors il m'a dit : "Eh bien voyez, c'est là l'origine de la puissance militaire de ces pays et il faut éviter que cette puissance puisse servir à nouveau à faire la guerre!" A l'époque, le charbon et l'acier étaient à la base de la puissance. "Il faut enlever ça à ces pays pour les empêcher d'avoir les moyens de faire la guerre". Alors je lui ai dit : "Ecoutez, on ne va pas refaire la Lotharingie, il faut trouver un autre système". Et puis on n'en a plus reparlé.

Q. Mais pourquoi avez-vous écarté l'idée ? Refaire la Lotharingie n'était pas en soi une idée absurde !

R. Je ne voyais absolument pas un de ces pays se séparer d'une partie de son territoire. Ça me paraissait absolument inconcevable. Rappelez-vous l'histoire de l'Alsace-Lorraine .. en cinquante ans .. et celle de la Sarre. J'avais été dans la Sarre, stagiaire de l'Ecole des Mines. J'ai su que jamais la Sarre ne serait française, et ils ont recommencé la même "connerie" vingt ans après. Non, j'étais convaincu que ce n'était pas possible. Il fallait trouver une autre forme.

Après ça, Monnet est parti. Il était chargé d'une part de négocier avec les Américains les approvisionnements de la France, et d'autre part - ce qui était beaucoup plus important pour de Gaulle - de négocier la reconnaissance de de Gaulle comme Chef de la France. Quand je suis parti pour le rejoindre, j'ai pris congé de de Gaulle et je lui ai dit ce que je comptais faire là-bas sur la question des approvisionnements. Sur les approvisionnements, pas un mot, c'était le cadet de ses soucis. "Dites à M. Monnet qu'il faut en finir. Il m'annonce toujours que ce sera fait demain, et demain n'arrive jamais". Voilà ce qu'a été mon entrevue avec de Gaulle.

Donc, j'ai rejoint Monnet et nous avons eu des négociations avec les Américains pour obtenir le maximum de fournitures; j'ai vu, à ce moment-là,

comment Monnet faisait pour obtenir quelque chose des Américains. Il essayait de trouver le gars qui avait la confiance de celui qui décidait et il lui disait : "Rédigez-moi la lettre qu'il faut que j'envoie pour obtenir mon résultat". C'était très amusant. Après quoi je suis rentré à Londres. J'ai retrouvé la Maison de l'Institut de France où j'avais habité démolie de fond en comble et j'ai été en relation avec l'Etat-major allié pour obtenir des fournitures. Peu de temps avant le débarquement, les Anglais ont mis l'embargo sur les dépêches chiffrées pour assurer le secret. Ceci s'appliquait à de Gaulle. De Gaulle furieux télégraphie à son représentant à Londres, le Général Koenig : "Rompez tous les liens avec les Alliés". Alors, j'ai été trouver Koenig en lui disant : "Ca n'est pas possible, je suis en négociations pour obtenir 2000 camions pour transporter de la nourriture; si j'interromps mes négociations, nous n'aurons aucun moyen d'alimenter les Français, et je me refuse à le faire". Il m'a dit : "Je vous donne l'ordre de rompre vos relations avec les Anglais". Je lui ai dit : "A Bir-Hakeim, vous n'avez pas entendu les instructions de de Gaulle"; il me dit: "Ça n'est pas la même chose" - "Eh bien, écoutez, moi je regrette, je continue". - "Vous aurez 15 jours d'arrêt". Je ne les ai jamais eus.

Q. Avez-vous eu vos camions ?

R. J'ai eu mes camions. Alors, là-dessus le débarquement. Bien entendu, je ne peux pas y participer et je continue à m'occuper des livraisons. Enfin, quelques jours après ce débarquement j'ai pu aller voir comment les choses se passaient. J'avais nommé un de mes collaborateurs pour suivre les choses en France.

Quand j'ai pu débarquer, je me suis agenouillé sur le sol de Courseulles. Puis je suis rentré en Angleterre pour continuer le boulot, et je n'ai pu rentrer en France que quinze jours après la Libération de Paris. Auparavant, tous les correspondants anglais sont venus me trouver et c'était émouvant comme tout. A la veille de mon départ pour Paris j'ai reçu une lettre d'un de mes amis qui était officier de liaison et qui m'a dit que mes parents avaient été déportés. Alors c'est en sachant cela que je suis rentré à Paris. Ma famille se trouvait à Chambon-sur-Lignon. On ne pouvait pas passer à ce moment-là, je n'ai pu avoir des nouvelles que quinze jours après. Ma femme et mes enfants étaient en bon état.

En ce qui concerne le ravitaillement, nous avons pu, dès la libération de Paris, faire envoyer des avions avec de la farine; le problème consistait à obtenir des livraisons fixées, mais il s'était passé un événement imprévu : les Allemands avaient conservé la plupart des ports et ceux qu'ils n'avaient pas conservés étaient dans un état de destruction très avancé de sorte qu'il y avait des priorités pour les militaires. On ne nous a accordé que 80.000 tonnes. Alors j'ai dû négocier. J'ai établi le plan des 80.000 tonnes et sous ma propre autorité - les ministères n'étant pas capables de dire autre chose que ce qui était dans ce programme - c'est ce programme qui a été exécuté. Quand les choses se sont organisées d'une façon plus régulière, Monnet est allé à Washington, je suis allé à Londres pour diriger les missions d'achat et pour organiser alors sur une plus grande échelle le ravitaillement ; et ceci a duré jusqu'au mois de novembre 1945.

A ce moment-là j'ai retrouvé Monnet qui m'a dit : "Eh bien, il faut que vous reveniez avec moi et on va préparer un plan." Nous nous sommes installés dans l'Hôtel Bristol avec Monnet et Marjolin. On a établi des propositions pour l'établissement d'un plan et ces propositions ont été remises au Général de Gaulle. Le Général de Gaulle les a approuvées en tant que telles, sans y changer un mot. Il les a d'ailleurs publiées, comme si c'était son oeuvre personnelle, en annexe au tome III de ses Mémoires. Et on a créé ainsi le Commissariat au Plan au début de 1946.

Dans les commissions de modernisation il fallait faire participer des travailleurs, des chefs d'entreprise et également des représentants du gouvernement. J'avais expliqué à Monnet qu'en Angleterre, Stafford Cripps avait monté des comités bipartites entre employeurs et travailleurs pour voir ce qu'il fallait faire dans un certain nombre d'industries qui se trouvaient en difficulté, notamment l'industrie textile avec la concurrence de Hong-Kong, que ça avait bien marché : je pensais qu'il fallait s'inspirer de la formule de Stafford Cripps. Dans le cas de la France où l'intervention des pouvoirs publics était beaucoup plus importante qu'en Angleterre, on l'a adaptée en faisant une formule tri-partite .

Q. C'était une toute petite équipe ?

R. Monnet avait horreur de toute administration et, très justement, il considérait qu'il fallait travailler avec les autres, d'autant plus que si

On s'avisait de faire le travail des autres, les autres vous en voulaient alors que si, au contraire, on leur donnait l'occasion de travailler, ils en étaient reconnaissants. Cette formule a marché : au Plan, on n'a jamais dépassé cent personnes, y compris les chauffeurs et les dactylos, mais on a réuni, pour l'élaboration du Premier Plan mille personnes. Quand je suis passé au IIe Plan, je suis arrivé à 2000, et puis au IIIe Plan à 4000, c'est vous dire la prolifération qui s'est produite en maintenant toujours l'effectif central de 100 personnes.

Très justement, au lieu d'une dispersion dans toutes les activités, Monnet a énuméré les activités de base, ce qui a été l'objet de la critique de tous les économistes bien pensants, disant qu'on ne peut pas décomposer une économie, que tout est important. On a établi ça non sans difficulté par exemple, avec le ministre de la Reconstruction qui voulait qu'on mette comme activité de base la construction de maisons alors qu'on n'avait pas de ciment et qu'on n'avait pas d'acier. Monnet a réussi à lui faire comprendre qu'il fallait commencer par le ciment et par l'acier et qu'en attendant on ferait ce qu'on pourrait pour la construction de logements.

En ce qui concerne l'agriculture, on a décidé que l'essentiel était le machinisme agricole, et personnellement, j'ai beaucoup insisté là-dessus parce que j'étais persuadé que pour transformer la mentalité des agriculteurs il fallait substituer à un gars qui suit derrière une charrue et un cheval un gars qui soit assis sur un tracteur. J'ai eu à débattre de l'agriculture avec M. Queuille en lui disant que l'agriculture française était une activité qui était destinée à l'exportation, et j'ai eu peur de me faire enfermer; il m'a jeté un regard tel que j'ai cru qu'il me prenait pour un cinglé, lui qui avait été cinq fois ministre de l'Agriculture.

Q. Dans l'équipe il y avait Marjolin, Gaillard, Delouvrier, Vergeot. Quels étaient leurs points communs ?

R. Eh bien, c'est difficile à définir un point commun, si ce n'est qu'on voulait faire quelque chose; on était convaincus que ce n'était pas par les rouages administratifs qu'on arriverait à changer quoi que ce soit, et qu'il fallait aller de l'avant.

Q. Mais ils avaient bien des traits de caractère communs pour que Monnet les ait choisis et en ait fait des collaborateurs réguliers. Alors quelles qualités demandait-on à ces hommes-là ?

R. L'essentiel c'était l'esprit d'équipe. Dans l'administration, ce qui est terrible, c'est que les gens ont chacun leur affaire... Il y a une expression d'Alphand qui m'a toujours frappé ; il m'a dit : "Moi je passe les trois-quarts de mon temps à défendre mes prérogatives ", à quoi je lui avais répondu : " Et le quatrième quart à essayer de prendre celles des autres !".

Eh bien, ce n'était pas ça du tout ; il ne s'agissait pas de faire le travail des autres, il s'agissait de faire un travail d'équipe, on discutait, il n'y avait pas de délimitation de compétences, tout le monde pouvait parler de n'importe quoi lorsqu'il y avait quelque chose à dire.

Q. Est-ce dans cet état d'esprit-là qu'on a vu approcher le moment des premiers projets Schuman ?

R. Ce n'est pas dans le cadre de cette équipe que ça c'est fait exactement. Monnet était convaincu qu'il fallait construire l'Europe. Sa première approche a été qu'il fallait faire ça avec les Anglais, et c'était tout à fait naturel à l'époque. Il avait travaillé avec les Anglais au cours des deux guerres, il avait beaucoup de sympathie pour eux, pour leurs compétences, pour leurs qualités, et on a fait une tentative. Il avait demandé le feu vert du ministre de l'Economie française, et nous avons eu cette réunion qui est bien connue, avec Plowden et deux de ses collaborateurs, Monnet, Uri et moi, à Houjarray, à côté de Montfort-L'Amaury. C'est un hameau de Montfort-L'Amaury, en pleine campagne à 50 kilomètres de Paris, où Monnet s'était installé dès son retour en France.

Q. Pourquoi avait-il tenu à la discrétion de cette réunion ?

R. On ne savait pas ce qui en sortirait. Alors ce n'était pas la peine de faire gloser sur quelque chose qui risquait de ne pas aboutir - et qui effectivement n'a pas abouti. Nous étions arrivés à certaines conclusions très simples : nous manquons de charbon ... les Anglais avaient encore des rationnements de la nourriture ... on pouvait s'entendre ... on était d'accord là-dessus. Quand Plowden a été à Londres, les Anglais ont dit : "Nous ne sommes pas intéressés à une collaboration avec la France..."

Les Français ont été battus, ont été occupés . Nous autres, nous ne l'avons jamais été. L'Angleterre peut agir toute seule avec son Commonwealth et les Etats-Unis."

Q. L'argumentation s'arrêtait là ?

R. Il n'y a pas eu de véritable argumentation. Ça a plutôt été des excuses, Plowden n'a pas été suivi du tout.

Q. Est-ce qu'il avait compris le sens de la démarche de Monnet ?

R. Plowden avait certainement compris. Il était favorable. Mais ce n'est pas une grande personnalité capable d'entraîner des décisions spectaculaires. C'était un haut fonctionnaire. Il était dans l'administration travailliste Executive Officer for the Plan, un plan qu'ils n'ont jamais fait.

Q. Il était indispensable dans toutes les remises en état ?

R. Oui. C'était un homme intelligent, de bonne volonté, mais n'ayant pas le caractère de Monnet, l'acharnement à obtenir un résultat. Il avait plutôt un tempérament à faire les choses administrativement .. du moment que ça ne marchait pas, ça ne marchait pas !

Q. Pourtant, c'est de nouveau aux Anglais auxquels on pense plus tard ? Ou bien on abandonne définitivement l'idée ?

R. Là-dessus Monnet a poursuivi ses réflexions sur la situation en Europe, l'Allemagne occupée et ne pouvant pas suffire à ses propres besoins avec une aide américaine considérable, une position française hostile à tout changement dans la situation de l'Allemagne ... il considéra - il a d'ailleurs écrit ça d'une façon admirable - qu'il fallait trouver une place pour l'Allemagne dans l'Europe. Et il a eu une idée de génie: il fallait que ce soit la France qui fasse la proposition d'un accord avec l'Allemagne, et un accord qui ne soit pas du domaine politique - qui n'était pas mûr - mais un accord sur des réalisations concrètes de problèmes qu'il avait envisagés déjà à Alger: le charbon et l'acier. Nous manquions de charbon, les Allemands n'avaient pas de minéral de fer, de sorte que

c'était une occasion de faire quelque chose en commun qui puisse servir d'une façon très concrète. Mais étant bien précisé que ça ne serait qu'une première étape vers la constitution - et le terme a été exprimé, je m'en souviens parce que j'en suis l'auteur - d'une fédération européenne. Il y aurait une Haute Autorité - Monnet tenait beaucoup à cette expression de "Haute Autorité" que je n'ai jamais beaucoup aimée, qu'elle serait dotée de ressources financières, il y tenait beaucoup et c'était évidemment très important, et qu'il y aurait une Cour de Justice pour veiller à l'application.

- Q. Dans quelles circonstances furent tracées ces grandes lignes ? Au cours de quelle réunion y a-t-il eu ce premier jet ?
- R. Monnet, selon son habitude, avait mis quelques mots sur le papier, dans un français douteux. Et puis, nous en avons parlé. Il nous a réunis, Uri et moi, pour essayer de mettre ça en forme, et puis il y a eu sept versions auxquelles nous avons tous collaboré et ceci nous a fait passer des jours et des nuits, et finalement on est arrivés au texte que vous connaissez.
- Q. Tous ? C'est-à-dire très peu de gens: vous, Uri et Monnet, et Reuter dans une certaine mesure, et c'est tout.
- R. Reuter ? Reuter a été consulté pour savoir s'il n'y avait pas de problèmes juridiques. En fait il n'y en avait pas. Ce n'était pas un problème de juristes, c'était un problème d'hommes politiques. Alors il a essayé de vendre ça, selon son habitude .. on met un document et puis on le soumet à un ministre pour le faire accepter. Il a essayé de le faire passer à Georges Bidault qui était Président du Conseil. Il n'y a pas eu de réaction, Georges Bidault avait ses idées personnelles... il avait des idées farfelues. Alors dans le même sens, personne n'a jamais compris au juste ce qu'il voulait, il pensait que c'était une concurrence à ses propres idées .. enfin il n'y a pas eu de réaction. Et puis finalement il a fait passer par Clappier qui était le chef de cabinet de Schuman, à Schuman, et Schuman a sauté dessus immédiatement.
- x Q. Est-ce qu'il y avait déjà la Cour de Justice ? C'est plus tard ?

R. Dans le papier il n'y a ni Conseil des Ministres, ni Assemblée. Dans le document Schuman, il y a uniquement la Haute Autorité, les ressources propres et la Cour de Justice.

Q. Qu'est-ce qui prédisposait Schuman à saisir l'importance de la chose ?

R. Schuman y était prédisposé pour deux raisons : d'une part, il était né au Luxembourg de Lorrains ayant vécu sous la domination allemande et comprenant les problèmes franco-allemands ; et puis d'autre part pour une raison politique immédiate : c'est qu'il avait assuré qu'on n'autoriserait pas les Allemands à produire de l'acier en quantité illimitée, alors que la production d'acier était limitée par l'accord entre les puissances occupantes, et qu'il devait y avoir le lendemain une réunion où il n'aurait pas pu tenir la promesse qu'il avait faite devant le Parlement français. C'était une façon d'esquiver le problème et c'était pour lui pain bénit d'avoir cette occasion-là. Personne n'a été consulté ; Acheson qui était là le matin a été prévenu mais pas consulté et la déclaration a été faite dans ces conditions-là. Il y avait eu deux échecs au Conseil des Ministres une première séance où il avait parlé très vaguement d'une initiative sans donner de précisions, et la seconde séance où il a présenté le document. Bien entendu, du côté Monnet, on avait alerté un certain nombre d'alliés : en particulier Pleven et René Mayer. Il ne connaissait pas Pinay que je connaissais et que j'ai alerté. Avec lui, ça a d'ailleurs été très simple. Je l'ai appelé sur le téléphone interministériel. Je lui ai dit : "Est-ce que je pourrais avoir un entretien avec vous ?", il m'a dit : "De quoi s'agit-il ?". Je le lui ai dit. Il m'a dit : "Oh, vous n'avez pas besoin de vous déranger, vous pouvez dire à M. Monnet que je suis d'accord et que je soutiendrai son projet". Avec Pinay c'était d'une simplicité extraordinaire.

Q. Et vous avez eu des contacts avec les charbonniers aussi, les sidérurgistes ?

R. J'avais eu, au préalable, des contacts. J'étais le seul à avoir une expérience industrielle dans ce petit groupe, et j'avais quand même le sens des responsabilités : "Est-ce que nous n'allons pas tuer les

charbonnages et la sidérurgie française ?". Alors j'ai fait venir le président des charbonnages de France, je lui ai montré les bleus - enfin j'avais confiance en sa discrétion - du document Monnet sur le problème allemand, et du texte de la déclaration Schuman. Il a vu ça et il a dit : "Eh bien, ça nous obligera probablement à aller plus vite que nous le pensions pour les charbonnages du Centre-Midi qui seront vulnérables, mais il faudra la faire de toute façon, je suis d'accord".

Q. Qui était cet homme ?

R. Le président des charbonnages. Je n'ai pas son nom en tête. Pour les sidérurgistes, alors, j'ai fait appel à Aron qui avait été directeur général avant la guerre et qui était le conseiller technique du syndicat de sidérurgistes et qui se trouvait, par dessus le marché, être un cousin de ma femme, de sorte que j'avais toute raison d'avoir confiance dans sa discrétion, et en même temps dans sa compétence. Il a regardé les documents et il m'a simplement : "C'est ça ou c'est la mort".

Q. Telle n'a pas été la réaction des Anglais ?

R. L'affaire anglaise est une tout autre affaire. Il faut dire que cette affaire me posait un problème de conscience. Comme je l'ai dit tout à l'heure, mes parents avaient été déportés, et au total neuf personnes de ma famille avaient été déportées et n'étaient pas revenues, et quand même n'est-ce pas, j'ai participé à l'accord avec les Allemands. Tous étaient très traumatisés. Ma femme a été immédiatement d'accord avec moi, ma belle-mère dont le mari et le fils avaient été déportés a été entièrement d'accord ce qui m'a conforté.

Q. Vous vous étiez ouvert de vos scrupules à Monnet ?

R. Non. Pour lui compliquer le problème, ce n'était pas la peine. C'était un problème personnel devant ma conscience. Et je dois dire que j'ai eu l'occasion de dire ça publiquement : Monnet m'avait chargé de faire un petit discours lorsque Hallstein a reçu le Prix Charlemagne, et j'avais un texte de Monnet, que j'ai lu, et après ça j'ai ajouté mes compliments personnels en leur expliquant.

Q. Y-a-t-il eu des commentaires allemands à votre attitude ?

R. Pas à ma connaissance.

Q. Est-ce que vous parliez avec Hallstein, au début, des malentendus nés directement de la guerre, dans des conversations privées ?

R. Pas du tout. Il y a eu aussi la désignation d'Hallstein, qui est quelque chose d'intéressant. Ce n'est pas dans les Mémoires de Monnet ~~ça~~ ! C'est quand même intéressant. Monnet m'avait invité à Houjarray, à dîner, en me disant : "Nous allons recevoir un personnage important qui m'est envoyé par Adenauer. Adenauer a dit : "Je ne désignerai comme Chef de la Délégation aux négociations du Plan Schuman que quelqu'un qui aura votre approbation, parce que je veux absolument que ça réussisse". Alors on a reçu un premier personnage qui était un industriel, un homme fort capable et Monnet m'a demandé mon avis et ^{/nous} sommes tombés immédiatement d'accord pour considérer qu'il n'avait pas du tout le profil d'un chef de délégation. Ça a été dit à Adenauer qui en a envoyé un second et il s'est passé le même cérémonial : nous sommes tombés d'accord pour considérer que celui-là pouvait être accepté, et il s'agissait de Hallstein.

Q. Est-ce que cette courtoisie d'Adenauer à votre égard a eu une contrepartie d'une sorte ou d'une autre ?

R. Ce n'était pas une courtoisie. Adenauer voulait que ça réussisse et par conséquent, il a considéré d'une façon fort intelligente qu'il y avait intérêt à ce que Monnet ait en face de lui quelqu'un avec qui il avait des chances de s'entendre.

Q. Et qui avait une volonté politique ... Ça a été très net avec Hallstein, du premier coup ? Le courant est passé tout de suite, ou est-ce que vous avez cherché un petit peu ?

R. Je ne peux pas dire que le courant soit passé. Nous avons considéré que c'était un homme valable et avec qui on pouvait discuter. Tandis que l'autre, on considérait qu'il n'avait pas l'étoffe. C'était un industriel qui a été le second de la délégation; d'ailleurs il n'a pas dû jouer un rôle particulièrement important.

Q. Il est resté dans la négociation ?

R. Oui. Il était le second d'Hallstein. C'était en sorte un porte-parole des industriels, tandis qu'Hallstein n'avait pas de relations avec l'industrie.

Q. Dans ces négociations, il y a eu des moments difficiles ... le démarrage a été lent, et difficile ?

R. Ecoutez ... le démarrage ? Nous avons fait un énorme travail en ce sens que nous avons préparé un avant-projet de traité, et au cours de la préparation de cet avant-projet de traité, la question s'est posée d'une institution au sujet de laquelle André Philip m'avait alerté, et André Philip m'avait dit qu'il pensait qu'il manquait un élément démocratique dans une institution de ce genre il n'avait pas poussé la chose plus loin. J'ai été trouver Monnet en lui disant : "Eh bien voilà, maintenant c'est fini, je crois qu'il faudrait un Parlement". La réaction de Monnet a été immédiate, il m'a dit : "Vous n'y comprenez rien, ça n'a rien à voir". Et quelques jours après, Monnet m'appelle en me disant "Vous parliez de ... si on en reparlait ?". Alors on en a reparlé et il m'a dit : "Mais oui, vous avez raison, il faut qu'il y ait un Parlement, une instance démocratique . Evidemment on ne peut pas prévoir des élections européennes immédiatement, il faut que dans l'avenir de cette fédération européenne il y ait cette perspective d'un parlement européen élu".

Monnet s'est tellement passionné pour la chose qu'il a fait venir le Secrétaire général de la Chambre des Députés, qui s'appelait Blamont, et il l'a chargé de réunir ses homologues des différents pays pour préparer le statut d'un Parlement européen.

. . .

Q. Le travail était fulgurant. Le document du 20 juin, le premier document auquel vous avez fait allusion tout à l'heure, était déjà un bon travail, mais qui n'avait été fait qu'en un mois. Tout ça était d'une rapidité qui demeure étonnante.

R. On a travaillé d'arrache-pied dans un enthousiasme extraordinaire.

Q. Enthousiasme ? Ca se remarquait comment ?

R. Chacun apportait sa pierre à l'édifice; c'était extraordinaire comme interfécondation intellectuelle; je n'avais jamais vécu une chose comme ça.

Tout à fait au début, c'était entre nous, et le projet de traité en 47 articles a été mis sur la table de la conférence en disant : "On ne vous impose rien du tout, mais on veut faciliter le travail". Ensuite on a rencontré un certain nombre de difficultés. Moi-même j'ai dû essayer de trouver la réponse à des préoccupations très concrètes. J'ai reçu des délégations de sidérurgistes de chacun des pays. Ils venaient avec d'énormes dossiers, et chacun m'affirmait que "le Traité, c'était leur ruine". Le fait que les Six se considéraient comme ruinés était pour moi réconfortant. Je me disais qu'il devait bien y avoir quelqu'un pour s'en tirer. En ce qui concerne les Français, j'ai reçu cette délégation qui était présidée par le Président de la Chambre syndicale de la Sidérurgie, qui était un homme fort respectable que j'avais connu avant la guerre à l'occasion de réunions du cartel de l'azote, et qui m'a dit : "Pourquoi intervenir ? Nous pouvons très bien nous entendre entre nous, qu'on fasse un bon cartel, on n'a pas besoin d'une institution politique pour cela " ; alors je me suis contenté de lui répondre : "Mais ce n'est pas à un vieux singe qu'on apprend à faire des grimaces".

Je dois dire que Aron, qui faisait partie de cette délégation, a soutenu le projet, alors que l'autre - c'était son président - lui a dit : "Tais-toi, tu n'as pas la parole". Avec les Luxembourgeois, ma patience a été exercée; leur représentant qui était un très brave type, était un lourdaud. Au Luxembourg, la seule industrie, c'était l'acier. Ils avaient très peur que, s'il arrivait quelque chose à leur sidérurgie, ce soit la ruine du pays. Alors il a fallu trouver des formulations qui apaisent leurs inquiétudes. On les a trouvées.

Q. Les Belges ont négocié très bien.

R. Avec les Belges, c'était vraiment un margoulinage extraordinaire. Ils avaient des charbonnages qui ne valaient plus rien du tout et il fallait quand même obtenir leur accord ; on leur a donné des choses qu'on n'aurait jamais dû leur donner, mais c'était indispensable, il fallait quand même accepter de payer des choses pour arriver au résultat; sans ça tout aurait été bloqué par les Belges.

La grande difficulté que nous avons rencontrée a été un moment du côté des Allemands, parce que, lors de nos négociations, les Américains poursuivaient l'action qu'ils avaient entreprise pour décartéliser les grosses industries allemandes : la chimie et la sidérurgie. Les Allemands, par la bouche de Hallstein, avaient la prétention que nous acceptions que la structure sidérurgique allemande soit maintenue telle qu'elle était, c'est-à-dire une sidérurgie unique, avec une seule entreprise sidérurgique, et qu'il fallait demander aux Américains de stopper la décartellisation de la sidérurgie allemande. Pour nous, c'était quelque chose d'impensable, parce que jamais les autres pays n'auraient accepté un accord dans lequel ils se trouveraient confrontés à une sidérurgie allemande entièrement intégrée; de sorte que la position que Monnet a prise était que l'affaire de la décartellisation devait se poursuivre et que, une fois le traité signé, se seraient les dispositions du traité qui permettraient les restructurations sur une base égalitaire dans tous les pays. Pendant des semaines, notre affaire a été arrêtée, stoppée par cette position allemande, jusqu'au jour où Monnet en ayant assez a téléphoné à Adenauer en disant : "Je vous envoie Hirsch, l'affaire est en panne". Alors, je suis allé expliquer la chose à Adenauer. Adenauer m'a simplement dit : "Dites à M. Monnet que l'affaire sera réglée". L'affaire a été réglée.

L'attitude personnelle d'Hallstein a été très dure. C'était un homme qui ne s'abritait pas derrière des instructions. C'était vraiment l'imposition de l'Allemand ... Ça nous a fait perdre certainement au moins trois mois.

Q. Je pense qu'il faut poser des jalons. Pour la CED peut-être pouvez-vous dire quelques mots de votre rôle , un rôle technique assez important.

R. J'ai joué un rôle important, pénible et décevant ! J'ai été nommé président de la Commission des armements dans la préparation du projet de traité de la Communauté européenne de Défense. Cette Commission des armements avait un rôle multiple. Il s'agissait non seulement du problème des armements eux-mêmes, mais des structures économiques, fiscales et financières qui permettaient d'avoir un marché commun des armements. C'était en somme

poser les principes qu'on a dû définir dans l'établissement du marché commun pour qu'il y ait une concurrence sur des bases équivalentes entre les différents pays. Il fallait faire appel à la concurrence pour la fourniture des armements, de sorte que c'était une négociation très complexe et ma tâche a été rendue très difficile par le délégué allemand qui était un représentant de M. Erhard, ministre de l'Economie, qui était très hostile à la construction européenne: ainsi je me trouvais en présence de blocages perpétuels de la part du délégué allemand. Les autres me suivaient facilement, à l'exception du Hollandais, jusqu'au jour où j'ai compris le problème du Hollandais: il mettait beaucoup de temps à comprendre les problèmes, et quand il n'avait pas compris, il était contre. Alors, quand j'ai saisi cette situation, cette structure psychologique, je me suis mis en peine de le voir avant chaque réunion pour lui expliquer les problèmes qui se posaient et pour obtenir son accord de façon à avoir le soutien de tout le monde vis-à-vis du délégué allemand. A partir de ce moment-là, ça marchait très bien avec le Néerlandais. Et puis, finalement, j'ai suivi le conseil d'Adenauer, qui m'a dit: "Si vous avez des difficultés, allez trouver le chef de la délégation, et je vous garantis qu'il règlera tout". C'est ce que j'ai fait. Je suis allé trouver l'homme de confiance d'Adenauer, je lui ai expliqué la situation. Il a donné des instructions au représentant et à partir de ce moment-là, tout a marché comme sur des roulettes. Plus de problèmes!

Il y a eu un jour un déjeuner entre Adenauer, son ambassadeur Blankenhorn, Monnet et moi au cours duquel Adenauer a dit de la façon la plus solennelle: "Ce serait une tragédie, pour l'Allemagne et pour le monde, qu'il y ait de nouveau des soldats allemands sous un uniforme allemand". C'est dire à quel point il était convaincu! Voilà! Et c'est grâce à Mendès France que l'affaire a échoué!

Alors, après ça, la prochaine étape pour moi en Europe, ça a été ma désignation comme président de l'Euratom.

Q. En 1962 ?

R. Non, en 1959.

Q. Oui. Armand avait craqué ...

R. Oui. Armand qui n'avait plus ses locomotives pour faire joujou avait craqué. Alors c'est à l'instigation de Monnet que j'ai été nommé. J'ai beaucoup hésité. Finalement j'ai accepté en posant trois conditions qui ont été acceptées : c'est que je puisse désigner mon successeur, que Guillaumat, qui avait été le patron du Commissariat à l'Energie Atomique, me donne l'assurance qu'il veillerait à ce que les gens qu'il avait nommés me facilitent la tâche, et qu'on donne la cravate de la Légion d'Honneur à mon adjoint Vergeot qui n'avait aucune chance de me succéder et qui avait vraiment beaucoup mérité, qui avait fait un travail magnifique.

Quand j'ai dit à Pinay - qui était responsable à ce moment-là en tant que ministre, du Plan, que mon candidat s'appelait Pierre Massé, il m'a dit "Oh, moi je ne le connais pas, mais du moment que vous me le proposez, je l'accepte d'avance. Inutile de venir me voir".

Vergeot a eu sa cravate, Guillaumat m'a promis ses grands Dieux, mais il n'a pas tenu ses promesses. Voilà comment ça s'est passé !

Quand j'ai pris mes fonctions, j'ai trouvé des collègues qui avaient pris de mauvaises habitudes; il n'avaient pas eu de président, ils considéraient qu'ils n'avaient pas besoin de président. Chacun m'a expliqué qu'en somme je n'avais rien à faire. L'expérience m'a montré que ce n'était pas tout à fait vrai, que la plupart des choses étaient en panne. On devait créer un centre de recherches; rien n'avait été fait depuis un an, même pas d'approches ... On devait créer une Université européenne ; on n'avait rien fait ... Il y avait un accord avec les Américains, qui avait été fait en dehors d'eux et qui n'était pas appliqué. Et par dessus le marché, ils avaient pris des habitudes "Européennes". On donnait du "Monsieur le Ministre", "Monsieur le Professeur", "Monsieur l'Ambassadeur" Alors quand j'ai vu ça, j'ai dit : "Moi, je m'appelle Etienne". A partir de ce moment-là on s'est appelé par nos prénoms et l'atmosphère a été un peu changée.

Alors, qu'a-t-on fait? Il y avait un accord américain qui avait été préparé et négocié par Kohnstamm , à l'instigation de Jean Monnet, parce que Monnet - chose très curieuse de sa part - attachait beaucoup plus d'importance à l'Euratom qu'au Marché commun. Pour lui, l'énergie nucléaire l'Euratom, c'était l'avenir. Le Marché Commun, c'était du commerce, ça

l'intéressait beaucoup moins. C'est très curieux, il a mis longtemps à comprendre que le Marché commun était beaucoup plus important que l'Euratom. De sorte que, dès l'origine, il s'était donné beaucoup de mal pour l'Euratom et, sans Jean Monnet, il n'aurait jamais existé.

J'ai fait de mon mieux pour l'Euratom. On a mis en vigueur l'accord avec les Américains. Les Français y étaient tout à fait hostiles parce qu'il s'agissait de travailler en commun avec les Américains avec un programme de recherche équilibré de chaque côté, chacun communiquant sa recherche. Il s'agissait de la mise en oeuvre en Europe de réacteurs américains éprouvés, ce qui était un avantage pour nous, et ce qui créait la jalousie des Français qui prétendaient avoir découvert le fin du fin; ils avaient beaucoup de mérite à avoir des réacteurs, mais ces réacteurs n'étaient pas compétitifs, de sorte que ça a été une bagarre constante. D'autre part, les Français pouvaient avoir accès direct avec les Américains alors que le traité prévoyait que les approvisionnements devaient se faire par l'intermédiaire de l'Euratom, ce qui a provoqué une lutte énorme. D'une part, l'emploi des matières fissiles fournies par les Américains devait être originellement supervisé par les Américains. On avait obtenu des Américains que le contrôle soit fait par l'Euratom, par conséquent un contrôle européen indépendant des Américains : les Français n'en voulaient pas. De sorte que j'ai eu les plus grandes difficultés du monde du côté français.

En ce qui concerne l'Université, je m'y suis beaucoup attaché car je considérais qu'une Université européenne où il y aurait une rencontre - non dans le domaine scientifique, parce que les scientifiques ont un langage commun, ils se rencontrent très bien - dans le domaine des sciences humaines, était très importante.

Je m'étais donné énormément de mal pour élaborer un projet d'Université européenne dont l'amorce qui se trouvait dans le traité a été bloquée du côté français, uniquement : les cinq autres étaient d'accord. Finalement, je me suis trouvé devant une situation extraordinairement difficile. J'ai demandé à voir le Général de Gaulle qui m'a accordé une audience au cours de laquelle je lui ai exposé que je considérais que si la France jouait honnêtement le jeu de l'Europe, l'Europe serait française et qu'autrement, eh bien, on risquait des catastrophes. Le résultat de cet entretien a été qu'il a donné comme consigne que lorsque mon mandat arriverait à expiration, il ne serait pas renouvelé. Voilà l'expérience de l'Euratom que j'ai vécue. Ça aurait pu marcher !

Il y avait quand même des difficultés, des difficultés vis-à-vis des industriels, parce que chacun voulait pouvoir développer ses affaires ça pouvait marcher à condition de se lancer dans des opérations à long terme; par exemple en matière de fusion nucléaire on a fait des choses qui se poursuivent. Dans les opérations qui intéressent les industriels à une échelle relativement brève, on rencontrait des difficultés, presque de tous côtés, surtout du côté français. Si les Français avaient joué le jeu, les choses se seraient sûrement passées différemment. Et puis, il y avait aussi un ver dans le fruit, dans ce sens que l'Euratom fonctionnait sur un budget prévisionnel de cinq ans, fixé dans le traité. Alors, pour cinq ans on avait une garantie de ressources. Mais au-delà, la décision devait se prendre à l'unanimité, mais on n'a jamais eu l'unanimité sur un budget pour l'Euratom.

Q. Est-ce qu'il n'y avait pas des circonstances économiques qui ont joué ?

R; Il y a eu des circonstances économiques qui ont fait que le développement de l'énergie atomique a été retardé, mais si on avait appliqué l'accord américain tel qu'il était prévu, on aurait "européanisé" les types de réacteurs les plus prometteurs au lieu d'être obligés de passer par des licences comme on l'était en France. Je veux quand même dire qu'il y a eu un acquis; on a créé une première centrale avec le type de réacteurs qui se sont développés depuis en France: une petite centrale à la frontière franco-belge entre les Français et les Belges, grâce à l'intervention d'EDF qui en avait assez de la tutelle du Commissariat à l'Energie Atomique, et en accord avec les Belges; grâce à l'appui que j'ai apporté en permanence pour que l'affaire ne s'arrête pas, grâce à ça, les Français ont obtenu l'expérience de la filière qui s'est trouvée la meilleure, et grâce à ça, on a gagné du temps pour le développement de l'énergie nucléaire en France. Alors le bilan n'est pas tout à fait négatif malgré les apparences.